

Rabat frappé par un nouveau blocage

Maroc Le nouvel exécutif se fait attendre. Le parti libéral joue la surenchère.

Analyse Vincent Braun

Contre toute attente, le Maroc est petit à petit en train de se positionner sur la carte des Etats à la vie politique trépidante. Trois mois après ses élections législatives, le pays le plus occidental de l'espace arabo-phonie n'a toujours pas nommé de nouveau gouvernement. Le déblocage annoncé à la veille du week-end par le Premier ministre Abdelilah Benkirane a débouché sur un nouveau blocage.

En cause, la publication dimanche d'un communiqué commun au Rassemblement national des indépendants (RNI, libéral) et à ses trois alliés, l'Union constitutionnelle (UC), l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et le Mouvement populaire

(MP, conservateur), demandant que chacun soit inclus dans la coalition gouvernementale.

Ce nouveau rebondissement dans la formation du nouvel exécutif apparaît comme une énième tentative du RNI d'obtenir davantage, alors que l'accord annoncé vendredi dernier, qui reconduisait la majorité sortante, semblait mettre un terme au blocage.

Affaiblir les islamistes

Un rapport de force s'est installé depuis plus de trois mois entre le Parti de la justice et du développement (PJD, islamiste) du Premier ministre, grand

vainqueur des élections (avec 125 députés sur 395 à la Chambre des représentants), et les libéraux du RNI, pourtant arrivés en quatrième position (37 députés), et cornaqués par le richissime homme d'affaires Aziz Akhannouch, ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime depuis 2007 et proche du Roi.

Bombardé président du parti libéral quelques jours seulement après le scrutin, M. Akhannouch tenterait par ses incessantes demandes d'affaiblir autant que possible le Premier ministre et sa formation islamiste qui, en cas de simple reconduction de la coalition sortante, continuerait à dominer sans partage la majorité. Le PJD avait annoncé vendredi qu'il remplait avec ses partenaires du RNI, du MP et du Parti du progrès et du socialisme (PPS, ex-communiste), qui participaient à l'action gouvernementale depuis la modification de la majorité en 2013.

Une surenchère "inacceptable"

Mais pour certains commentateurs, cette "surenchère" sur l'échiquier des négociations gouvernementales serait le coup de trop pour M. Akhannouch. Une erreur tactique, en somme, qui au lieu de porter ombrage à M. Benkirane lui serait préjudiciable. Le Premier ministre pourrait même sortir ragaillardi de l'épreuve, après les tâtonnements qui l'ont affaibli depuis le début des négociations.

Le Premier ministre a d'ailleurs jugé la requête du "quartette" tellement "inacceptable" qu'il a décidé d'autorité de suspendre les pourparlers de

formation du gouvernement. Une manière de manifester sa désapprobation mais aussi d'en référer à l'échelon supérieur...

Le Palais pourrait dès lors prendre l'initiative. Le roi Mohammed VI, en tant que chef du pouvoir exécutif, a présidé mardi soir à Marrakech un Conseil des ministres (reporté de la veille). Le Palais a tout à gagner à faire régner un certain équilibre parmi les forces politiques en présence. Le RNI et ses alliés joueraient dès lors aujourd'hui un rôle d'aiguillon visant à équilibrer et donc limiter le champ d'action des islamistes dans la future coalition. Un rôle que le Pam (Parti de l'authenticité et de la modernité) avait joué lors de la campagne électorale. Mais le grand rival du PJD, bien qu'arrivé deuxième, s'était vu écarté d'office des négociations.

Vincent Braun

Un rapport de force s'est installé depuis plus de trois mois entre les islamistes du PJD, la formation du Premier ministre Benkirane, et les libéraux du RNI.

Le Maroc proscrit la vente et la fabrication de la burqa

Mettant en avant des raisons sécuritaires, les autorités marocaines ont interdit la fabrication et la vente de la burqa, ce voile intégral musulman à l'afghane rarement porté par des femmes au Maroc. Selon la presse locale, le ministère de l'Intérieur a diffusé une circulaire à ses agents en charge des commerces dans les villes leur enjoignant de ne plus autoriser la confection et la commercialisation des burqas à compter de cette semaine. Aucune annonce officielle ou communication publique sur le sujet n'a cependant été faite par ce ministère.

Un phénomène marginal

Le port de la burqa reste un phénomène extrêmement marginal au Maroc, pays tiraillé entre modernité et conservatisme, dont le roi Mohammed VI se veut le chantre d'un islam modéré, et où une majorité de femmes portent le simple hijab (qui ne couvre que les

cheveux). La burqa est à l'origine le vêtement traditionnel des tribus pachtounes en Afghanistan, où il avait été rendu obligatoire par les talibans. Ce long voile, bleu ou marron, couvre complètement la tête et le corps, un grillage dissimulant les yeux.

Au Maroc, c'est le niqab, voile intégral qui ne laisse voir que les yeux, qui est porté par certaines femmes, en particulier dans les milieux salafistes. Cette tenue est davantage répandue dans les régions plus conservatrices du nord du pays, d'où sont originaires des milliers de djihadistes partis combattre en Syrie et en Irak, et les petites villes.

Dès lundi, des agents de l'Intérieur ont mené des "campagnes de sensibilisation auprès des commerçants" de Casablanca, la capitale économique du pays, "pour les informer" de l'interdiction de la burqa, indique le site Médias 24. Le Conseil supérieur des Oulémas, une instance officielle chargée d'appuyer la politique religieuse musulmane du pays, ne s'est à ce jour jamais prononcé sur la question de l'interdiction du voile intégral. (AFP)